



Compte-rendu de la réunion n°3 du groupe de travail mobilité-jeunesse

du 22 septembre 2016 de 9h à 10h30

au CIAS de Brantôme

Participants

- **Présents :** Jean-François Vidal Bertran, Directeur du Centre social et culturel de la CC du Pays Ribéracois - Martine Morrissoneau, Directrice de l'ESC Le Ruban Vert et co-pilote du groupe de travail au titre du Conseil de Développement - Marie Pierre Barris, RUT Adjoint Enfance-Famille - Aurore Debordeaux, Directrice d'AFAC 24 - Christine Fraux, Directrice de la Mission Locale du Haut-Périgord - Juliette Nevers, Conseillère départementale sur le canton de Nontron, vice-présidente du Pays et co-pilote du groupe de travail au titre du Pays - Marie Moulènes, Directrice du Pays Périgord Vert - Mathilde Dupas, Chargée de mission mobilité jeunesse au Pays Périgord Vert - Oliver Desmesure, Conseiller en politiques jeunesse à la DDCSP 24 - Marie-Jocelyne SENEMAUD, Responsable adjointe à l'agence Pôle Emploi de Nontron – Fabrice Pugnet, Responsable de l'UT de Nontron - Fabienne Precigout, conseillère à la Mission Locale du Pays Ribéracois
- **Excusés :** Aude Pulo (Francais 24), Valérie Coustillas (CD24), Marie Desfourneaux (UDCCAS 24), Cécile Emilie Le Hir (Cité scolaire Arnaud Daniel), Didier Audebert (MFR de Ribérac), Jonathan Delpuech (Région Nouvelle Aquitaine), Thierry Ravel (Région Nouvelle Aquitaine)

Ordre du jour :

- 1) Point d'étape sur le diagnostic
- 2) Compte rendu des retours d'expérience des plateformes de mobilité existantes
- 3) Présentation de la candidature du Pays au dispositif Mouv'UP de la FARE
- 4) Présentation des contrats de ruralité et des perspectives pour le projet de plateforme
- 5) Point sur le projet d'organisation d'une journée de sensibilisation sur la mobilité des jeunes
- 6) Discussion sur les pistes de travail

Déroulé de la réunion

Après une introduction de Juliette Nevers Vice-Présidente du Pays Périgord Vert et co-pilote du groupe de travail, la réunion s'est appuyée sur le diaporama présenté par Mathilde Dupas, animatrice de la démarche. Les différents points abordés ont fait l'objet de discussions.

Documents annexés :

- ✓ Liste des invités à la réunion n°3 du groupe de travail Mobilité-Jeunesse
- ✓ Note sur l'avancement du projet du 12 septembre 2016
- ✓ Article du CGET sur les plateformes mobilité

Ce qu'il faut retenir

1- La poursuite du diagnostic sur la mobilité des jeunes en insertion

2- La candidature du Pays à l'appel à projet Mouv' UP

Si le projet est sélectionné dans le cadre de l'appel à projet Mouv'UP, un professionnel de l'essaimage interviendra pour animer 5 journées de travail collectif.

3- Une volonté de mobiliser rapidement les élus des communautés de communes autour du projet de plateforme pour l'intégrer dans les contrats de ruralité

4- Elargissement du groupe de travail à d'autres partenaires pour réfléchir à une plateforme ouverte à d'autres publics

5- A noter dans votre agenda, les deux prochains rendez-vous du groupe de travail :

- ✓ 17 octobre de 19h à 20h : Commission Jeunesse du Pays Périgord Vert au CIAS Dronne et Belle (Brantôme)
- ✓ 21 octobre de 10h30 à 12h30 : Visite de la plateforme de Corrèze et du Puy de Dôme dans les locaux d'ADER au 2 rue Henri Bessemer, 19360 MALEMORT

Inscriptions ici : <https://fr.surveymonkey.com/r/X5HRJ5D>

1) Point d'étape sur le diagnostic

L'état des lieux de l'offre a été complété pendant l'été.

Comme prévu une étude sur la mobilité des jeunes en insertion est en cours. Deux types de données quantitatives ont été recueillies :

Nouveauté : Ouverture prochaine d'une antenne de l'auto-école sociale ADER à Salagnac dans les locaux de l'EPD de Clairvivre

- Des données sur l'ensemble des jeunes domiciliés en Périgord Vert et accompagnés par les deux Missions Locales du territoire (Mission Locale du Haut Périgord et Mission Locale du Ribéracois). Ces données sont extraites du logiciel de suivi des jeunes utilisé par les Missions Locales (logiciel IMILO). Elles permettent de rendre compte de la **situation des jeunes à leur arrivée à la Mission Locale** (saisie lors de l'entretien de premier accueil).

Quelques chiffres clés sur les jeunes suivis par les Missions Locales :

En Périgord Vert, 2393 jeunes ont été accompagnés par les Missions Locales en 2015 dont 74% par la Mission Locale du Haut-Périgord. 55% des jeunes ont un niveau inférieur ou égal au niveau V et 89% sont domiciliés en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR).

Quelques indicateurs sur leur mobilité :

30% n'ont aucun moyen de locomotion

40% n'ont pas le permis B mais la moitié de ceux-là ont au moins l'ASR, le BSR ou le permis moto < 125

53% sont prêts à travailler à moins de 30 min de chez eux, 22% à plus de 30 min (dans le département) et 14% au-delà

5% soit 82 jeunes ont un rayon de mobilité < à 5 km

- Des données sur les atouts et les freins à la mobilité de 215 jeunes accompagnés par les deux Missions Locales.

215 jeunes des deux Missions Locales (115 de la Mission Locale du Ribéracois, 101 de la Mission Locale du Haut-Périgord) ont répondu entre 2015 et 2016 au questionnaire en ligne Mouv'Eval. 41% des jeunes interrogés sont inscrits dans le dispositif Garantie Jeune.

L'outil Mouv'Eval a été développé au niveau national par l'association Mouvance en partenariat avec différents acteurs de la mobilité et de l'insertion. C'est un questionnaire en ligne de 200 questions permettant l'évaluation des compétences individuelles de mobilité. Il vise à accompagner les professionnels de la mobilité (porteurs d'actions mobilité ou accompagnateurs) dans leurs décisions de mise en œuvre d'actions et de préconisations de parcours. Il permet de saisir les atouts et freins de la personne et de dresser un portrait mobilité prenant en compte plusieurs thématiques : savoirs et compétences, expériences, connaissance des moyens techniques et financiers, notions sur les réglementations, identification des freins et projets.

Les données sont en cours de traitement toutefois **quelques exemples d'indicateurs sont été présentés au groupe de travail. Ils font état de la diversité des freins à la mobilité** (freins matériels, freins cognitifs, psychologiques, freins financiers). Mathilde Dupas propose de réunir un groupe de conseiller(e)s en Mission Locale pour analyser ces résultats.

- 5 objectifs communs aux projets de plateforme :
 - ✓ Informer
 - ✓ Valoriser l'existant
 - ✓ Mutualiser
 - ✓ Accompagner des publics spécifiques
 - ✓ Accompagner les projets / faire émerger des aides à la mobilité (formation, service...)

Pour plus de détail voir la note d'avancement envoyée le 12 septembre à l'ensemble des membres du groupe de travail (Annexe).

3) Candidature du Pays au dispositif Mouv'UP

Christine Fraux a fait un retour aux membres du groupe sur les échanges qu'elle a eu avec Marie Moulène, Mathilde Dupas et les membres du groupe projet de la plateforme mobilité du Pays de Dinan : Catherine Huet, la chargée de projet mobilité du Conseil de développement du Pays de Dinan et Pascale Joly, Directrice de la Mission Locale de Dinan. Le Pays de Dinan est actuellement accompagné dans le cadre du dispositif Mouv'UP. Ces échanges ont confirmé la plus-value d'un accompagnement de la FARE.

Le Pays a candidaté en septembre au dispositif d'essaimage de la FARE. **La commission de sélection aura lieu la première semaine d'octobre.** Si le projet est sélectionné, le groupe projet du Pays Périgord Vert bénéficiera d'un accompagnement méthodologique de la FARE et de l'intervention d'un essaimeur, porteur de projet d'une plateforme de mobilité solidaire sur un autre territoire. L'objectif de l'accompagnement sera d'amener les acteurs locaux à formaliser un plan d'action vers la mise en œuvre d'une plateforme solidaire d'aide à la mobilité adaptée aux réalités du territoire. **Le groupe de travail ainsi que les élus du territoire seront conviés à 5 journées d'accompagnement animées par un professionnel de l'essaimage.** Des ateliers participatifs seront organisés pour consolider le projet.

4) Contrats de ruralité et perspectives pour le projet de plateforme de mobilité

Qu'est-ce qu'un contrat de ruralité ?

Les contrats de ruralité ont été présentés aux membres du groupe de travail. À l'instar des contrats de ville, le contrat de ruralité coordonne les moyens financiers et prévoit l'ensemble des actions et des projets à conduire en matière d'accessibilité aux services et aux soins, de développement de l'attractivité, de redynamisation des bourgs-centres, de mobilité, de transition écologique ou, encore, de cohésion sociale. Il doit correspondre à des projets structurants.

Les contrats de ruralité peuvent être signés par des EPCI ou des PETR et pour une durée de 4 ans. Une partie des fonds de soutien aux initiatives locales sera dédiée au financement des projets mis en œuvre dans le cadre des contrats de ruralité.

Les conditions de mise en œuvre des contrats de ruralité en Dordogne

Calendrier : En septembre 2016, la préfecture a précisé les conditions de mise en œuvre des contrats. **Les premiers contrats devront être signés en décembre 2016-début 2017.**

Les communautés de communes de Dordogne doivent proposer des projets qui répondent au moins aux **trois objectifs** suivants **priorisés** par la Préfète :

- ✓ Favoriser l'accessibilité aux services publics (maisons de santé, maisons de services au public, maintien ou adaptation des services existants...) en lien avec les schémas départementaux
- ✓ **Dynamiser les actions en direction de la jeunesse de la vie associative et de la cohésion sociale en priorisant des propositions innovantes pour améliorer la mobilité des jeunes**

- ✓ Poursuivre la politique de revitalisation des bourgs centres en privilégiant une dynamique d'attractivité économique et d'ancrage territorial (villages d'artisans, équipements sportifs et culturels, rénovation de l'habitat et opérations de maintien des commerces locaux...

Perspectives pour le projet de plateforme mobilité-jeunesse en Pays Périgord Vert

Les contrats de ruralité sont donc une opportunité à saisir pour la concrétisation du projet de plateforme mobilité animé par le Pays.

La Préfète comme le Sous-Préfet sont informés de la réflexion menée par le Pays Périgord Vert et les membres du groupe de travail. Olivier Desmesure, Marie Moulènes et Mathilde Dupas ont rencontré en septembre le **Sous-Préfet de Nontron qui a confirmé son intérêt pour le projet de plateforme mobilité. Il est cohérent avec les objectifs prioritaires des contrats de ruralité.** Même si le projet est à l'échelle du Pays (et non des EPCI), il sera possible de faire en sorte qu'il soit intégré aux contrats de ruralité. Les modalités du montage sont en cours de réflexion. Le Pays pourrait par exemple cosigner les contrats portés par les EPCI du territoire. Cette piste est envisagée.

La sensibilisation des élus et leur implication dans le groupe de travail devient d'autant plus urgente et primordiale. Pour cela, le Pays sera convié aux réunions de présentation des contrats de ruralité organisées par le Sous-Préfet dans chaque arrondissement et à destination des élus.

Lors du prochain CA Pays du 3 octobre, le Pays mobilisera sur le sujet les élus du Pays Périgord Vert. Puis, le 17 octobre prochain, les vice-présidents en charge de la jeunesse des 9 communautés de communes seront invités à participer à la **Commission Jeunesse** du Pays Périgord Vert. **Les membres du groupe de travail seront conviés en deuxième partie de cette réunion pour échanger avec les élus sur le projet.**

5) Mise en suspens du projet de journée de sensibilisation

Christine Fraux, Jean-François Vidal Bertran et Mathilde Dupas ont expliqué leur choix mettre en suspens le projet de journée de sensibilisation sur la mobilité des jeunes. L'organisation de cette journée destinée à mobiliser des acteurs extérieurs au groupe de travail autour de la thématique questionne dans le contexte actuel : quand serait-elle pertinente ?

Le groupe de travail a proposé d'attendre la réponse de la FARE et les échanges avec la Commission jeunesse pour prendre une éventuelle décision sur la date.

6) Pistes de réflexion

Au vu des retours d'expérience des autres plateformes mobilité, il a été proposé d'ouvrir la réflexion sur le projet de plateforme mobilité à d'autres publics que les publics jeunes, tout en gardant un axe jeunesse fort. **Deux perspectives ont émergées des discussions entre les membres du groupe de travail :**

- ✓ Elargir la réflexion à l'ensemble **des publics en insertion** (jeunes, RSA, Demandeurs d'Emploi) pour éviter que la plateforme ne concerne que les publics jeunes Mission Locale. Il s'agit de rester cohérent avec la démarche multipartenariale et transversale du projet.
- ✓ **Ouvrir à tout public** sans même réserver la réflexion à des publics qui seraient orientés vers la plateforme avec une prescription. Par exemple, si un atelier de remise en selle pour former les personnes à l'usage des vélos électriques était proposé par la plateforme, il pourrait être ouvert à des publics salariés qui auraient envie de changer leurs pratiques de mobilité et à des publics en insertion pour qui les vélos pourraient être un tremplin vers l'autonomie. Idem si la plateforme portait des actions pour développer le covoiturage, elle pourrait mettre en relation des publics différents et ainsi favoriser la mixité sociale. Certains membres du groupe ont souligné le fait que cette ouverture permettrait d'éviter de retomber dans l'écueil de l'offre actuelle : certaines actions d'aide à la mobilité

existent mais certains publics en sont exclus alors qu'ils ont des besoins similaires. Par exemple les jeunes n'ont pas accès au garage social s'ils ne sont pas au RSA. Dans la démarche de construction de la plateforme, il faut éviter de recréer des cases et des restrictions dès de départ qui limiteraient la réponse aux besoins et la portée de la plateforme. Le groupe s'accorde toutefois sur le risque d'éparpillement. Par exemple l'accompagnement à la mobilité des personnes âgées n'implique pas les mêmes moyens/outils que l'accompagnement des personnes en insertion.

Quels publics ciblent les plateformes existantes sur les autres territoires ?

✓ Publics en insertion pour le volet accompagnement

Sur les autres projets de plateforme, la prescription est souvent obligatoire pour le volet accompagnement et l'accès aux services d'aide à la mobilité. L'accompagnement mobilité est en effet conçu comme complémentaire à l'accompagnement social et professionnel. Il doit être cohérent avec les objectifs d'accès à l'emploi et à la formation de la personne et s'inscrit dans la notion de parcours. Les conseiller(e)s mobilité des plateformes sont le plus souvent en lien étroit avec les accompagnateurs socio-professionnels : ils échangent régulièrement.

✓ Grand public sur le volet information

Sur le volet information, les plateformes ciblent souvent le grand public via la mise en place d'un site internet (projet de la plateforme Sud Landes) ou d'une permanence d'accueil ouverte à tous avec accès à de la documentation (plateforme mobilité du libournais). Les élus porteurs du projet de plateforme mobilité en Sud Landes ont souhaité qu'un site internet soit créé pour que les personnes qui sont hors parcours c'est-à-dire non repérées, mais ayant des besoins, puissent avoir accès aux informations.

Les membres du groupe s'accordent de ce fait sur l'intérêt **d'associer au projet d'autres partenaires** en contact avec d'autres types de publics que les jeunes comme par exemple ALAIJE chantier d'insertion pour les publics de l'IAE, l'EPD Clairvivre pour les publics handicapés, etc.

7) Visite de la plateforme et rencontres de la Plateforme de Corrèze et du Puy de Dôme le 21 octobre prochain

Le Pays rappelle l'intérêt qu'une délégation représentative des membres du groupe de travail participe à cette matinée d'échange. Les membres du groupe sont invités à confirmer leur participation en complétant le questionnaire en ligne : <https://fr.surveymonkey.com/r/X5HRJ5D>

Un covoiturage sera organisé à partir de Brantôme via Périgueux. Le minibus du Ruban Vert (9 places) sera mis à disposition du Pays et des partenaires qui le souhaitent pour se rendre sur le lieu de la rencontre.

A la suite de cette rencontre le groupe de travail prévoit de commencer à **décliner les objectifs de la plateforme mobilité du Pays Périgord Vert à partir des 5 axes repérés dans les projets existants** sur d'autres territoires et des éléments de diagnostic.

Liste des invités à la réunion n°3 du groupe de travail Mobilité-Jeunesse

- Claudine Baudry (UT DIRRECTE)
- Mireille Bordes (CG 24)
- Jonathan Delpuech (Région Nouvelle Aquitaine)
- Jean-François Vidal Bertran (Centre social et culturel de la CC du Pays Ribéracois)
- Martine Morrissoneau (ESC Le Ruban Vert et Conseil de Développement)
- Marie Pierre Barris (UT Nontron)
- Aurore Debordeaux (AFAC 24)
- Christine Fraux (Mission Locale du Haut-Périgord)
- Juliette Nevers, Vice-présidente du Pays et co-pilote du groupe de travail au titre du Pays
- Olivier Desmesure (DDCSP 24)
- Corinne Castaing (Pôle Emploi de Nontron)
- Fabrice Pugnet (UT de Nontron)
- Sophie Heurtebise (Mission Locale du Pays Ribéracois)
- Aude Pulo (Francas 24)
- Valérie Coustillas (CD24)
- Marie Desfourneaux (UDCCAS 24)
- Cécile Emilie Le Hir (Cité scolaire Arnaud Daniel)
- Didier Audebert (MFR de Ribérac)
- Thierry Ravel (Région Nouvelle Aquitaine)
- Laetitia Chaumes (UT de Ribérac)
- Florence Laval (Interm'aide)
- Armel Piron (MFR Thiviers)
- Marion Personne (PNRPL)
- Mélanie Gambino (Université Toulouse 2)
- Emmanuel Sucharaud (CG 24)
- Bertrand Declerck (CG 24)
- Marie France Faurio (CIAS Dronne et Belle)